COMPOSITION

Grandes puissances et conflits dans le monde depuis 1945.

Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Vous montrerez quelles sont les logiques à l’œuvre au Proche et au Moyen-Orient et qui en font un foyer de conflits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (1945).

La dégradation récente (juin et juillet 2014) de la situation géopolitique au Proche et au Moyen Orient (Extension des territoires contrôlés par l’État Islamique en Irak et au Levant, EIIL, reprise des frappes militaires israéliennes dans la bande de Gaza, les tentations séparatistes kurdes dans le Nord de l’Irak, reprise des luttes de factions confessionnelles au Liban) rappelle que depuis 1945, les peuples de la région connaissent la guerre presque sans interruption. À ce titre, le Proche et le Moyen Orient présentent une situation exceptionnelle d’une région qui paraît incapable de trouver un équilibre durable. Quelles logiques sont à l’œuvre et qui permettent d’expliquer une instabilité exceptionnelle ? Souvent la question israélo-palestinienne (I) est présentée comme la cause première des conflits au Proche et au Moyen Orient, mais la région est aussi le théâtre d’affrontement idéologiques (II) qui lui sont propres et dépassent le cadre étroit de la question palestinienne, idéologies qui habillent des tentations impériales internationales et régionales (III).

\* \* \*

La question israélo-palestinienne est-elle une cause majeure de l’instabilité géopolitique du Proche et du Moyen Orient ou un alibi politique ? Depuis la création d’Israël, les États arabes se sont mobilisés militairement et / ou financièrement pour détruire cet État (1), présenté comme une aberration géopolitique : pourtant cet état de guerre permanent sert aussi les intérêts des classes dirigeantes (Y compris en Israël) pour justifier la mise en place d’États policiers sans politique sociale (2).

La question israélo palestinienne est l’enjeu de guerres internationales entre 1948 et 1973 et ne voit sa situation se normaliser progressivement qu’entre 1977 (Discours devant la Knesset d’Anouar EL-SADATE) et 1993, (signature des accords d’Oslo-Washington). La création de l’État d’Israël (1948) se fait dans un climat de double violence (Arabes contre Juifs, mais aussi les Arabes et les Juifs contre les Britanniques) qui débouche sur la 1ère guerre israélo-arabe (1948-1949). Une première violence s’exerce par les groupes armés arabes mais surtout juifs contre les forces britanniques qui occupent le mandat de Palestine (1919-1948). Les groupes terroristes juifs (Groupe STERN responsable de l’assassinat de l’envoyé des Nations Unies, le comte suédois BERNADOTTE, et l’IRGOUN) mènent des actions terroristes contre les soldats britanniques et leurs familles (Hôtel King David, 1946). Le refus des États arabes de voir se créer au Proche et au Moyen Orient un État juif et la proclamation unilatérale d’indépendance d’Israël, en dehors de tout cadre onusien, permet le déclenchement d’une guerre caractérisée par des violences contre les populations civiles, surtout palestiniennes : le « plan Daleth » qui vise à purifier ethniquement les zones dévolues aux Israéliens amène l’Irgoun et la Haganah réunis sous l’étendard de Tsahal à pratiquer l’évacuation forcée des Palestiniens, voire des massacres de civils (Massacre de Deir - Yassin, perpétré par le groupe STERN d’Itshak SHAMIR et l’Irgoun de Menahem BEGIN, 1948). Dès lors la question des réfugiés palestiniens (40% ont fuis vers la Cisjordanie, 25% vers la bande de Gaza, 15% vers le Liban, 10% vers la Jordanie, entre autres…) et le sang versé font de la question israélo-palestinienne le foyer d’une guerre inexpiable. L’Égypte – qui s’empare pourtant au passage de la bande de Gaza, la Jordanie – qui s’empare de la Cisjordanie – et la Syrie deviennent les piliers des coalitions militaires (1967, Guerre des Six-Jours et 1973, Guerre de Ramadan-Kippour) successives. À l’issue de la guerre de 1973, alors que les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique viennent de décréter l’embargo pétrolier à destination des pays occidentaux (1973-1974, 1er « Choc pétrolier »), Israël s’est emparé du désert du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et du plateau du Golan qui domine la Syrie. En 1982 Tsahal envahit le Liban (Opération « Paix en Galilée ») pour détruire les bases palestiniennes. Il paraît clair pourtant que la question ne sera pas réglée militairement, même si chacun reçoit une aide militaire massive (Israël des États-Unis depuis 1973, et les pays arabes comme l’Égypte, l’Irak et la Syrie de l’URSS).

Jusqu’en 1992, l’habitude avait été prise de négocier une sortie de crise en Palestine en passant par les puissances tutélaires de la région (Syrie, Égypte, Jordanie) et leurs financiers (Monarchies pétrolières du Golfe) avec les bons offices des deux super grands (États-Unis et Union des Républiques Socialistes Soviétiques, URSS). Les Palestiniens, peuple sans État, étaient en effet dépossédés de toute forme de représentation internationale. Par ailleurs la résistance palestinienne était une mosaïque de mouvements sans leader identifiable pour parler au nom du peuple palestiniens. Yasser ARAFAT avait créé (1959) le *Fatah* qui s’était fondu (1964) dans l’Organisation de Libération de la Palestine (OLP), reconnue (1974) comme observateur de l’ONU. Mais au sein de l’OLP le *Fatah* est vite débordé par des mouvements radicaux comme le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP, de George HABACHE, 1968) ou comme le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP), voire comme l’organisation terroriste « Septembre noir » qui organise la prise d’otage et l’assassinat des athlètes israéliens aux Jeux Olympiques (JO) de Munich (1972). Sans interlocuteur crédible, les négociations de paix concernaient essentiellement les États. Dès 1973 les Jordaniens cessent de prendre part aux combats contre Israël. En 1977, Anouar EL-SADATE, président de la République Arabe Unie (RAU, Égypte), est le 1er dirigeant arabe à effectuer une visite officielle en Israël : il signe (1978) avec Menahem BEGIN les accords de Camp David qui amorcent la normalisation des relations israélo-égyptiennes. Le déclenchement de la 1ère *intifada* (« Guerre des pierres », 1987-1993) en Cisjordanie et Gaza, la fin de la Guerre du Golfe (1990-1991), la fin de la « Guerre froide » (1947-1991) vont néanmoins amener les États-Unis à faire pression sur les Israéliens pour qu’ils consentent à la reconnaissance progressive d’un État palestinien (Accords d’Oslo, 1993, entre Yasser ARAFAT et Ytzhak RABIN). C’est « l’Autorité palestinienne » (1996) dès lors qui représente le peuple palestinien et l’embryon d’État palestinien. Cependant la classe politique israélienne et palestinienne ont utilisé chacune l’échec du processus pour garder sa mainmise sur la population : la droite israélienne (Likoud de Benjamin NETANYAHOU, Kadima d’Ariel SHARON et Shaul MOFAZ) s’est alliée aux partis religieux ou extrémistes (Dont celui d’Avigdor LIBERMAN). Le mouvement Hamas (1987, branche palestinienne des « Frères musulmans » égyptiens) de Cheikh Ahmed YASSIN et Khaled MECHAAL a aussi joué la surenchère anti-israélienne et s’est emparé démocratiquement de la bande de Gaza (2006). On le voit, la diabolisation de l’adversaire permet de faire de solides carrières politiques. C’est encore le cas en juillet 2014 quand Benjamin NETANYAHOU fait envahir la bande de Gaza, faisant plus de 800 morts. Cependant le mouvement des indignés d’Israël (2011) a montré que le peuple entendait faire plus de place aux questions sociales.

\* \* \*

Les conflits au Proche et au Moyen Orient sont aussi le résultat d’un choc des idéologies : le nationalisme (1) et l’islamisme (2) au Proche et au Moyen Orient, sont des ferments de divisions et de conflits depuis 1945 aussi sûrement que l’existence d’Israël.

Le nationalisme touche l’ensemble de la région du Proche et du Moyen Orient, au-delà des clivages linguistiques ou religieux. Dans l’Empire ottoman, le mouvement des « Jeunes Turcs », qui souhaitait revivifier l’empire, puis le kémalisme (1924), structurent l’identité turque contemporaine. Le mouvement sioniste de Théodore HERZL (1898, *L’État des Juifs*) s’inscrit dans la même volonté de construire un État-nation. Le nationalisme est perçu par les intellectuels et les classes moyennes comme le moyen de résister aux pressions coloniales étrangères : il naît dans les régions les plus touchées par la présence étrangère. C’est le panarabisme (Le nationalisme arabe) qui donne corps à la « Grande révolte arabe » (1916-1919) contre les Ottomans au Hedjaz, sous l’impulsion du Chérif de la Mecque. Au Liban puis en Syrie le chrétien Michel AFLAK, le sunnite Salah Eddine BITAR, l’alaouite Zaki AL-ARZOUZI fondent (1943) le parti *Ba’ath* (Renaissance arabe) contre la présence occidentale. Influencé par le socialisme mais hostile au marxisme soviétique, le *Ba’ath* promeut la résistance à l’oppression coloniale, la volonté de construire un État démocratique, socialement avancé et doté d’une économie dirigée. Le parti *Ba’ath* est panarabe et étend son influence en Syrie, au Liban et en Irak. Par la voie des urnes (Syrie, 1958) ou par les armes (Irak, 1968, Syrie, 1970) le *Ba’ath* s’empare du pouvoir. Il entre en conflit interne entre des branches favorables aux Soviétiques (Largement issues des appareils militaires) et des branches démocrates (Issues du monde des instituteurs et des professeurs). Mais il entre aussi en conflit avec le nassérisme, panarabisme théorisé par Gamal Abdel NASSER, Président de la République Arabe Unie, (Égypte, 1956-1970). Les thèses nassériennes et baasistes sont très proches (Socialisme arabe, nationalisme arabe, tiers-mondisme) mais les dirigeants du *Ba’ath* n’ont pas accepté la mainmise des Égyptiens lors de la République Arabe Unie (RAU, union entre l’Égypte et la Syrie entre 1958 et 1961). Le nassérisme, dont la vision géopolitique déborde le simple cadre arabe pour s’inscrire dans le cadre plus large du tiers-mondisme (Conférence de Bandoeng, 1955), a inspiré les dirigeants indépendantistes comme Ahmed BEN BELLAH (Président de la République algérienne, 1962-1965, Mouammar KADHAFI en Libye jusqu’à la rupture, 1969-1971). La Ligue des États Arabe (LEA), dont le congrès au Caire en 1964 fut l’apothéose idéologique, donne une cadre institutionnel et diplomatique à ces idéologies nationalistes que sont le nassérisme et le baasisme. Pourtant, les rivalités de personnes, la plus ou moins grande inclination vers le marxisme, les intérêts étatiques divergents, ne permettent pas de donner au panarabisme un État-nation. Le monde iranien est lui-aussi touché par le nationalisme : Mohammad MOSSADEGH, Premier Ministre (1951-1953) du Shah d’Iran, nationalise les compagnies pétrolières afin de donner à l’État les moyens de mener une politique sociale et de développement économique, donc de souveraineté. Gamal Abdel NASSER poursuit les mêmes ambitions lorsqu’il nationalise le canal de Suez (1956) afin de donner à l’État égyptien les moyens de moderniser l’économie du pays. Les logiques de la « Guerre froide » (1947-1991) condamnent malheureusement toute tentative d’émancipation : MOSSADEGH est renversé (1953), NASSER est contraint avec l’Irak de Saddam HUSSEIN et la Syrie de Hafez EL-HASSAD de s’aligner sur Moscou.

Trop nationaliste et pas assez marxiste pour recevoir l’appui des Soviétiques, trop socialiste et trop laïque pour recevoir l’appui des Américains, le nationalisme panarabe n’a pas réussi à constituer un État-nation arabe au Proche et au Moyen Orient. Mais le nationalisme turc, persan et sioniste ont réussi à constituer des États à forte identité nationale. L’émergence de l’islam politique (Islamisme) s’explique aussi par l’échec du panarabisme. L’Islam politique est plus ancien que le panarabisme : il procède d’une logique consubstantielle à l’Islam d’œuvrer à la réformation sociale et politique en entamant une réforme religieuse. La « Grande révolte arabe » (1916-1919), déjà, est menée par le gardien des lieus saints de l’Islam (La Mecque et Médine), le Chérif Hussein BEN ALI et alors prend la coloration d’une « guerre juste » (Le *djihad*). En 1928, Hassan AL-BANA fonde en Égypte le mouvement des « Frères musulmans » dont l’objectif est de rejeter pacifiquement l’influence occidentale pour installer un gouvernement socialement juste et politiquement démocratique, en accord avec les principes religieux islamiques. La chute du Califat ottoman (1924) qui prive la communauté des croyants (Umma’) d’un guide spirituel entraîne un appel d’air pour les mouvements religieux. C’est aussi le cas pour les rois de Ryad, wahhabi convaincus, qui mettent en place une monarchie théocratique, le Royaume d’Arabie saoudite (1932). Dans l’ensemble du Proche et du Moyen Orient, les mouvements qui prônent une plus stricte observance de la foi recueillent les adhésions car les États au mitan des années soixante-dix sont des dictatures en faillites morales, sociales et souvent économiques, y compris dans les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique. Le passage d’un baril de pétrole à 3 dollars (US$) en 1968 à un baril à 45 US$ en 1975 ou 110 US$ (2010) a entraîné un enrichissement rapide des classes dirigeantes des États pétroliers mais aucunement des populations. 25% des moins de 30 ans sont au chômage en Arabie saoudite. Les carences de l’État en matière scolaire ou sanitaire sont comblées par des mouvements religieux aux militants convaincus et actifs. Cela explique la réussite des Frères musulmans en Égypte, responsables de l’assassinat d’Anouar EL-SADATE (1981), élus après le « Printemps arabe » (2012), chassés du pouvoir seulement par un coup d’État militaire (2013). Cela explique leur succès en Turquie (2002, AKP de Recep Tayyip ERDOGAN), en Iran (Révolution islamique des Ayatollahs avec Rouhollah KHOMEiNY, 1979) et la puissance des mouvements comme le Hamas en Palestine (Bande de Gaza) ou au Liban (Parti Hezbollah). L’affirmation de l’Islam politique s’inscrit dans un processus mondial de renforcement des identités religieuses : les Chrétiens des « Phalanges chrétiennes libanaises » (de Pierre GEMAYEL), les partis extrémistes juifs (Comme le Shaas qui représente 10% de la Knesset). Le confessionnalisme reste cependant clivé entre les partisans d’une branche réformiste (Par exemple les Frères musulmans) et les partisans d’une branche conservatrice (Exemple : le Shaas en Israël, les oulémas wahhabis en Arabie saoudite).

\* \* \*

Le Proche et le Moyen Orient sont aussi le champ clos de rivalités impériales internationales (Ingérences des puissances coloniales, Guerre froide) et régionales (Lutte pour le *leadership* entre l’Arabie saoudite, l’Égypte et l’Iran). Si la question israélo-palestinienne, les rivalités idéologiques (Affrontements des nationalismes et des confessionnalismes) expliquent que la région du Proche et du Moyen Orient est un foyer de conflits depuis 1945, ces conflits ont aussi une dimension impériale. Les nations s’affrontent pour s’assurer le contrôle de la région et en assurer le *leadership*.

Le Proche et le Moyen Orient est d’abord le théâtre de l’affrontement des grandes puissances mondiales. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale (2 septembre 1945, capitulation sans condition du Japon en Asie), les deux puissances dominantes sont la France (Et ses mandats de Syrie et du Liban) et la Grande-Bretagne (Mandat de Palestine, présence militaire en Égypte). Mais dès la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) l’agitation indépendantiste avait conduit les puissances mandataires à mettre en place des institutions démocratiques : ce fut le cas au Liban (1943), en Syrie (1946) et en Transjordanie (1946) qui devient le Royaume hachémite de Jordanie. L’Irak (Indépendant en 1932) et l’Iran, satellisés pendant la guerre, retrouvèrent une indépendance formelle. La Palestine mandataire fut partagée entre la bande de Gaza (Annexée par l’Égypte, 1949), la Cisjordanie (Administrée par le Royaume hachémite puis en 1967 par Israël) et Israël (1948). Dès lors l’influence des anciennes puissances mandataires déclina jusqu’à disparaître (1956). La crise dite du canal de Suez (1956) marqua l’entrée en scène des États-Unis et de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Les deux supergrands se disputèrent pendant 30 ans le contrôle d’une région riche en pétrole. Le Pacte de Bagdad (1955) lia dans un premier temps les États de la Turquie au Pakistan aux États-Unis tandis que l’Égypte et la Syrie devenaient des alliés, presque mécaniquement, de l’URSS. La péninsule arabique s’est liée derrière l’Arabie saoudite (Pacte du *Quincy*, 1945, entre IBN SAOUD et ROOSEVELT) avec les États-Unis, même si le Sultanat d’Oman resta longtemps un allié britannique tandis que le Yémen se partitionna en deux : le Nord (République arabe du Yémen) restant proche de l’Arabie saoudite tandis que le Sud (République Démocratique Populaire du Yémen, 1970) s’alignait sur l’Égypte et l’URSS. L’influence des États-Unis alla grandissant : même si en 1968 la révolution irakienne amenait le *Ba’ath* au pouvoir et entraînait un alignement sur Moscou, la guerre Iran-Irak (1980-1988) faisait rentrer l’Irak dans le bloc américain. Dès 1977-1978 (Accords de Camp David entre Israël et l’Égypte) les États-Unis renforçaient leur présence en Mer Rouge en faisant de l’Égypte un allié de poids. La dépendance américaine à l’égard du pétrole saoudien (Exploité en 1938) entraîna une alliance militaire solide entre la théocratie dictatoriale saoudienne et l’Amérique : l’Arabie saoudite s’engageait à fournir aux prix du marché les États-Unis, ceux-ci accordaient leur parapluie militaire. Fait troublant,  les États-Unis sont donc à la fois les alliés de la Turquie, héritière des décombres de la « Grande révolte arabe » (1916-1919), de l’Arabie saoudite (Construite sur les terres libérées des Turcs) et d’Israël, en guerre contre les États arabes de la région. La Guerre du Golfe (1990-1991) puis la Guerre d’Irak (2003-2011), la liberté donnée aux Saoudiens (2010) de réprimer le « Printemps arabe » à Bahreïn (peuplé de Chiites mais gouverné par un roi sunnite) montrent la solidité de l’alliance entre les États-Unis et l’Arabie saoudite.

Si le Proche et le Moyen Orient aujourd’hui sont sous une forte influence des États-Unis, de nouveaux États ont acquis le statut de puissance régionale. La République Populaire de Chine (RPC) et la Fédération de Russie ont montré leur capacité à peser sur la géopolitique de la région en refusant le vote de résolution de l’Organisation des Nations Unies (ONU) autorisant les pays occidentaux à intervenir en Syrie. Cependant, les acteurs de la géopolitique du Moyen Orient sont aussi, et ce depuis 1945 au moins, des acteurs régionaux. On peut distinguer trois blocs d’influence : d’une part les monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique de la péninsule arabique, et leur alliée la Jordanie. Elles partagent des caractéristiques communes fortes : elles sont dirigées par des familles princières sunnites, ce sont des régimes quasi théocratiques dans lesquels l’Islam guide la vie politique, elles sont conservatrices et profitent de la manne pétrolière pour financer des mouvements religieux fondamentalistes, notamment dans les autres États de la région. Face à elles se trouvent les régimes socialistes laïques et longtemps proches de l’URSS : c’est l’Égypte (Et l’Arabie saoudite et l’Égypte se sont livrées une guerre interposée au Yémen jusqu’en 1970), c’est l’Irak et la Syrie. Enfin, troisième bloc ; l’Iran, théocratie conservatrice chiite mais au discours révolutionnaire global, appelant à combattre les puissances occidentales et finançant pour cela les mouvements politiques dans l’ensemble du monde musulman. C’est le cas du Hezbollah au Liban par exemple, qui rassemble les Chiites libanais et est financé par Téhéran. Deux États se situent en dehors de cette géopolitique des blocs mais en profitent : la Turquie, celle des kémalistes ou des islamistes, qui a utilisé la destruction des États irakiens (2003) et Syrien (2011) pour étendre sa zone d’influence, en particulier sur ses frontières orientales, pour éviter la formation d’un Kurdistan indépendant. Israël, de même, longtemps financière du Hamas pour amoindrir l’audience de l’OLP. Aujourd’hui la région est le théâtre d‘une rivalité entre d’un côté les monarchies pétrolières du Golfe (Qui financent les mouvements intégristes terroristes en Syrie et en Irak) comme le Qatar et l’Arabie saoudite, et de l’autre l’Iran. La compétition est militaire, financière mais aussi culturelle ; Arabie saoudite et Iran se disputant l’audience des musulmans à coup d’émissions religieuses, de reconstitutions historiques édifiantes et de *soap opera*, les chaînes de télévision (*Al Jazeera* par exemple, 1996) devenant alors des armes du *soft power*.

\* \* \*

Le Proche et le Moyen Orient apparaissent comme le « cœur effondré » du monde contemporain : la difficile intégration diplomatique d’Israël explique en apparence qu’il soit si facile dans la région de passer de la paix à l’état de guerre. Mais les idéologies expliquent plus sûrement la permanence des conflits entre groupes d’États dans une région qui, par ailleurs, est aussi travaillée par d’âpres luttes impériales internationales (car le pétrole en fait une région stratégique mondiale) mais aussi de plus en plus régionales pour le *leadership*, car les États les plus puissants de la région ont bien compris que leur rayonnement mondial dépendait de leur capacité à s’imposer à l’échelle du Proche et du Moyen Orient d’abord.

SOURCES :

**ADOUMIÉ** (Vincent) et **FOUCHARD** (Dominique), sous la direction de, *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminale S*., 2014, Paris, aux éditions Hachette – Éducation, 223 pages, 62 et suivantes consacrées au thème II « Grandes puissances et conflits dans le monde depuis 1945 », et plus précisément la question intitulée « Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » aux pages 118 et suivantes, ISBN 978-2-01-135615-4.

**AKEF** (Amir), correspondant du journal *Le Monde* à Alger, « À Alger, un 14 juillet qui passe mal. », 2014, Paris, *Le Monde*., en date du 12 juillet 2014, édition électronique, réactualisé le 14 juillet 2014.

**ALBERT** (Éric), « Tony Blair persiste et signe, ravivant la colère de l’opinion contre son choix de 2003. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « International », page 2, aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**AL – RACHID** (Loulouwa), chercheuse associée à la chaire d’Histoire contemporaine du monde arabe, Collège de France, « L’avenir des Arabes sunnites est en jeu. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « Décryptage », page 16, dossier intitulé « Peut-on arrêter la quatrième guerre d’Irak ? », aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**BARTHE** (Benjamin), « L’encombrant héritage de son père pèse sur l’émir du Qatar. », 2014, Paris, *Le Monde* daté du 24 juin 2014, n° 21595, rubrique « International et planète », page 4, 25 pages, ISSN 0395-2037.

**BARTHE** (Benjamin), « Le compte à rebours avant la prochaine confrontation a déjà commencé. », 2014, Paris, *Le Monde* daté du 16 juillet 2014, n° 21614, rubrique « International », page 2, 25 pages, ISSN 0395-2037.

**BÉGUIN** (François) et **BORREDON** (Laurent), « Les autorités s’inquiètent d’une « importation » du conflit israélo-palestinien. », 2014, Paris, *Le Monde* daté du 16 juillet 2014, n° 21614, rubrique « France », page 8, 25 pages, ISSN 0395-2037.

**BEN YAHMED** (Béchir), « Le monde se pacifie. », 2014, Paris, série d’articles dans la rubrique « Ce que je crois. », *Jeune Afrique*, n°2792, semaine du 13 au 19 juillet 2014, page 3, 146 pages, ISSN 1950-1285.

**BLAIR** (Tony), ancien Premier Ministre du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, « L’intervention militaire de 2003 n’est pas responsable du chaos irakien. », traduit de l’Anglais (Royaume Uni) par Gilles **BERTON**, *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « Débats », page 17, à la suite du dossier page 16 intitulé « Peut-on arrêter la quatrième guerre d’Irak ? », aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**BORREDON** (Laurent), « On a dû attendre 20 heures pour sortir de la synagogue.. », 2014, Paris, *Le Monde* daté du 16 juillet 2014, n° 21614, rubrique « France », page 8, 25 pages, ISSN 0395-2037.

**BOUREL** (Guillaume) et **CHEVALLIER** (Marielle), sous la direction de, *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire. Terminales L-ES.* , 2012, Paris, aux éditions Hatier, plus précisément le chapitre 8 « Le Proche et le Moyen-Orient : un foyer de conflits. », essentiellement à partir des pages 254, 408 pages, ISBN 978-2-218-96114-4.

**BOUREL** (Guillaume), **CHEVALLIER** (Marielle), **CIATTONI** (Annette) et **RIGOU** (Gérard), sous la direction de, *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Histoire-Géographie. Terminale S*., 2012, Paris, aux éditions Hatier, 227 pages, les pages 110 et suivantes pour la question intitulée « Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale. », ISBN 978-2-218-96119-9.

**CLOAREC** (Vincent) et **LAURENS** (Henry), *Le Moyen Orient au XXe siècle*, 2000, aux éditions Armand Colin/VUEF et 2003 aux éditions Armand Colin/HER, 255 pages, plus précisément à partir des pages 90 et suivantes qui traitent du Proche et du Moyen-Orient à partir de 1945, ISBN 2-200-26614-6.

**COLON** (David), sous la direction de, avec la coordination pédagogique de **MASANET** (Philippe) & de **PICARD** (Jean-Baptiste), et la participation à la relecture de **STORA** (Benjamin), professeur à Paris XIII et de **SFEIR** (Antoine), professeur à l’École des Hautes Études en Sciences de l’Information et de la Communication (Ex-CELSA), *Regards historiques sur le monde actuel. Programme 2012 d’Histoire Terminales L&ES*, 2011, Paris, aux éditions Belin, collection « David Colon », 408 pages, plus particulièrement les pages 280 et suivantes consacrées au proche et au Moyen Orient, un foyer de conflits de la fin de la Première Guerre mondiale, ISBN 978-2-7011-5837-2.

**DAGORN** (René-Éric), sous la direction de, avec **BARRIÈRE** (Philippe), **CARUSO** (Olivier), et **CONSIL** (Jean-Michel), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Programme 2012. Histoire-Géographie. Terminale S*, 2012, Paris, aux éditions Belin, 223 pages, les pages 96 et suivantes pour la question « Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale. », ISBN 978-2-7011-6266-9.

**FRACHON** (Alain), « Irak, trente-quatre ans de malheurs. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « Chronique », page 23, aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**LAGRANGE** (Delphine), Docteur en sciences politiques, Centre d’Étude des Relations Internationales (CERI – Sciences Pop Paris), « La fin de l’hyper puissance. », », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « Décryptage », page 16, dossier intitulé « Peut-on arrêter la quatrième guerre d’Irak ? », aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**LESNES** (Corine), « Irak : bataille de responsabilités à Washington. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « International », page 2, aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**MAUPAS** (Stéphanie), « Premier différend entre Washington et Moscou sur l’arsenal chimique syrien. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « International », page 3, aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**MESTRE** (Abel), journaliste au *Monde*, « 14 juillet : l’extrême-droite, vent debout contre la présence d’Algériens. », 2014, Paris, *Le Monde*, en date du 12 juillet 2014, édition électronique réactualisée le 14 juillet 2014.

**PEREZ** (Maxime), « Israël-Palestine. Mais quand s’arrêteront-ils ? », 2014, Paris, rubrique « La semaine de Jeune Afrique. », *Jeune Afrique*, n°2792, semaine du 13 au 19 juillet 2014, pages 10 à 12, 146 pages, ISSN 1950-1285.

**PRUDHON** (Hélène), « Dans Gaza bombardée, le Hamas refuse de désarmer. », 2014, Paris, *Le Monde* daté du 17 juillet 2014, n°21615, rubrique « International », page 2, 18 pages, ISSN 0395-2037.

**RIOLS** (Yves-Michel), « Nucléaire iranien : les négociateurs évoquent une prolongation des discussions. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde* daté du 17 juillet 2014, n°21615, rubrique « International », page 2, 18 pages, ISSN 0395-2037.

**SALLON** (Hélène), « À Gaza, fragile cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. », 2014, Paris, *Le Monde* daté du 16 juillet 2014, n° 21614, rubrique « International », page 2, 25 pages, ISSN 0395-2037.

**VALDENAIRE** (Lucas), « De la Syrie à la Suède, l’odyssée de la famille Asmar. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « International », page 4, aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**VILLEPIN** (Dominique, de), « Le triple échec du recours à la force. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « Débats », page 17, à la suite du dossier page 16 intitulé « Peut-on arrêter la quatrième guerre d’Irak ? », aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037

**ZACHARY** (Pascal), sous la direction de, *Questions pour comprendre le XXe siècle. Histoire Premières L/ES/L*., 2011, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », en partenariat avec ISTRA, 384 pages, pages 138 et suivantes pour l’étude de la « L’Onu et la question de la Palestine. » et les pages 182 et suivantes pour la question des nouvelles conflictualités depuis 1991, plus précisément les pages 186-187 pour la guerre du Golfe et les pages 190-191 pour les attentats du 11 septembre 2001 et 192 pour la biographie de Oussama BEN LADEN, ISBN 978-2-01135551-5

**ZECCHINI** (Laurent), « Le rapt de trois jeunes Israéliens divise Fatah et Hamas. », *in*, 2014, Paris, *Le Monde*, daté du vendredi 20 juin 2014, n°21592, rubrique « International », page 3, aux éditions La société éditrice du Monde S.A., 24 pages, ISSN 0395-2037